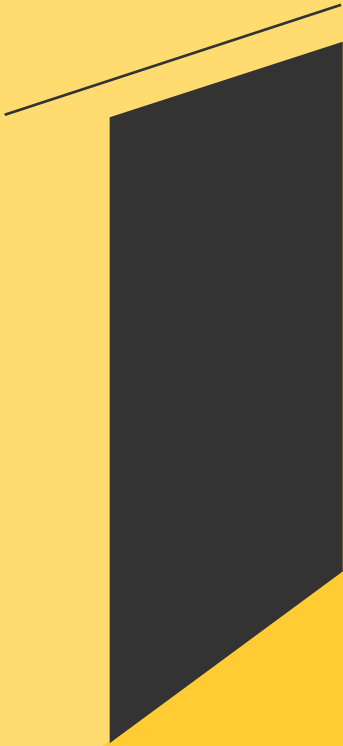




RAPPORT D'ACTIVITÉ



TOUS ACTEURS & CITOYENS
D'UNE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE

LE MOT DU PRÉSIDENT



L'année 2019 a vu Renaissance Numérique poursuivre des travaux au cœur de son identité : citoyenneté numérique, avec les travaux sur l'identité numérique, qui demeure un sujet où la France n'avance guère au regard du reste de l'Union européenne ; sécurité de l'espace numérique, où nos travaux ont notamment porté sur la sécurité des systèmes d'information dans le secteur de la santé, dans lesquels transitent toujours plus nos données parmi les plus personnelles.

À cet égard, Renaissance Numérique a publié en 2019, en collaboration avec Syntec Numérique, un livre de synthèse qui rassemble et complète dans une approche globale beaucoup de ses réflexions engagées depuis plusieurs années. Les données constituent un enjeu qui dépasse la seule dimension juridique dans laquelle on l'enferme trop souvent. Les données concernent tous les citoyens et si elles constituent un enjeu économique évident, elles représentent un défi démocratique bien plus grand encore, au niveau individuel mais également dans la conduite des politiques publiques locales, nationales ou européennes.

Par ailleurs, notre combat pour les libertés publiques nous a amenés à nous opposer à la proposition de loi visant à lutter contre la haine sur internet, dite « loi Avia ». Nourris de notre expérience acquise dans le cadre du projet Seriously et de l'expertise qui en découle, nous avons avec d'autres acteurs de la société civile, combattu un texte de loi liberticide qui ne répondait pas aux enjeux que ces contenus posent à la société.

Enfin, le développement européen de notre think tank s'est poursuivi tout au long de l'année 2019. L'activité de production de Renaissance Numérique s'est renforcée, avec la publication de notre appel pour une citoyenneté numérique européenne qui est venu clôturer notre cycle de réflexions *EU Digital Challenges*, en partenariat avec deux autres think tanks européens, EuropaNova et Das Progressive Zentrum. Dans la perspective d'accroître notre visibilité européenne et internationale, la plupart de nos travaux sont désormais publiés en français et en anglais et relayés auprès d'acteurs européens et internationaux. Renaissance Numérique a également activement participé à des conférences et séminaires européens à Berlin, Kiev, Lausanne et Bruxelles. En parallèle, deux missions « *Digital Exploration* » nous ont respectivement menés au Danemark, pour étudier la transformation numérique de l'État, et en Espagne, pour y étudier sa politique de développement numérique et en particulier sa politique d'aménagement numérique du territoire.

Je tiens encore une fois à remercier les adhérents qui s'impliquent dans nos différents groupes de travail et les permanents qui les animent. Merci à eux car nos travaux leur doivent beaucoup !

Henri ISAAC,

Président de Renaissance Numérique,
Maître de conférences à PSL Université Paris-Dauphine

LE MOT DE LA DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE



Cet objet si particulier qu'est Renaissance Numérique a désormais treize ans. Si cet âge ne constitue pas toujours une majorité numérique selon l'application du Règlement général sur la protection des données, il constitue déjà une belle preuve de maturité pour le think tank. À mesure que le think tank s'est bâti, il a vu se construire une politique publique numérique qui occupe désormais une place prépondérante dans les agendas politiques français et européen, évolution qu'il appelait de ses vœux à sa création. Renaissance Numérique a toujours été ce lieu unique dans l'écosystème numérique permettant aux horizons divers de se confronter et d'en tirer des réflexions rigoureuses. Plus que jamais ce rôle est essentiel et l'actualité nous le rappelle avec une acuité particulière.

2019 a été l'occasion pour le think tank de poursuivre des engagements forts, qu'il s'agisse de donner au citoyen toute la maîtrise de ses usages numériques ou de défendre la vision d'une société numérique qui met au premier plan nos droits et libertés fondamentaux. 2019 a également été l'occasion d'un ancrage toujours plus important du think tank dans le paysage des idées en France et en Europe.

Cette année, six nouveaux adhérents ont rejoint le think tank. Grandes entreprises du numérique, association de protection des mineurs sur internet ou jeunes chercheurs, cette pluralité constitue la force de notre expertise.

Bienvenue à chacun d'entre eux ! Renaissance Numérique attire désormais une diversité d'acteurs français et internationaux, et nous pouvons nous réjouir de cet aboutissement collectif.

Renaissance Numérique est une histoire d'expertises, mais également de valeurs partagées, avec chevillée au corps une vigilance citoyenne. Ces valeurs, nous les partageons avec nos adhérents, mais également avec nos partenaires. 2019 a ainsi connu la conclusion d'une belle collaboration avec nos homologues européens, afin de tracer une feuille de route qui remet le citoyen au cœur du marché unique numérique européen. Je tiens ici à exprimer toute mon amitié aux équipes de EuropaNova et Das Progressive Zentrum.

2019 a également été une année où nous avons poursuivi nos engagements en matière de gouvernance de l'internet, dans le cadre de nos réflexions, mais également d'instances comme le Forum sur la Gouvernance de l'Internet. Je salue à ce titre les membres du comité d'organisation français et l'Ambassadeur pour le Numérique pour cette collaboration qui s'est désormais installée dans le temps.

Dans le cadre de ces instances, comme de ses réflexions, le think tank demeure attentif à la place qui est allouée aux utilisateurs de l'internet dans les questions de gouvernance et de régulation, et non seulement aux professionnels du numérique. Le think tank a désormais treize ans et cette lettre de mission reste la nôtre.

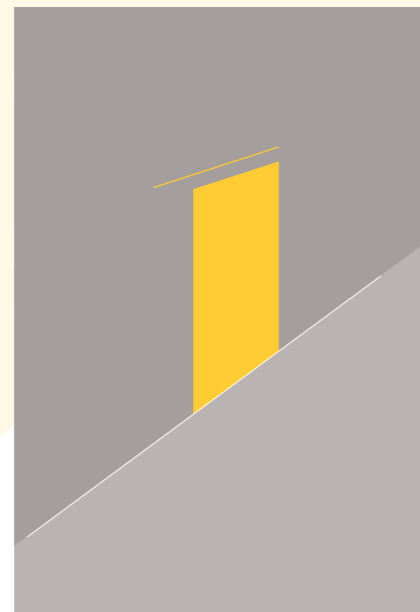
Jennyfer Chrétien,

Déléguée générale de Renaissance Numérique

SOM-MAIRE

I. RENAISSANCE NUMÉRIQUE POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT P10

- Le think tank élargit son réseaup12
- Les rendez-vous réguliers du think tank..... p14
- Au cœur de la gouvernance de l'internet p18

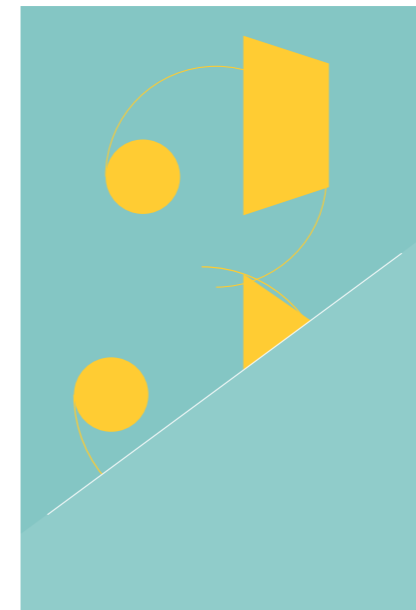


II. REMETTRE LE CITOYEN AU CŒUR DU DÉBAT NUMÉRIQUE P20

- Faire des données une valeur partagéep22
- L'identité numérique comme levier des usages citoyens p24
- Cybersécurité : enjeux sectoriels, enjeux citoyens p26

III. DÉFENDRE LES DROITS ET LIBERTÉS PUBLIQUES À L'ÈRE NUMÉRIQUE P28

- Maintenir les équilibres fondamentaux en ligne p30
- Reconnaissance faciale : quelle vision de la société numérique ?p32



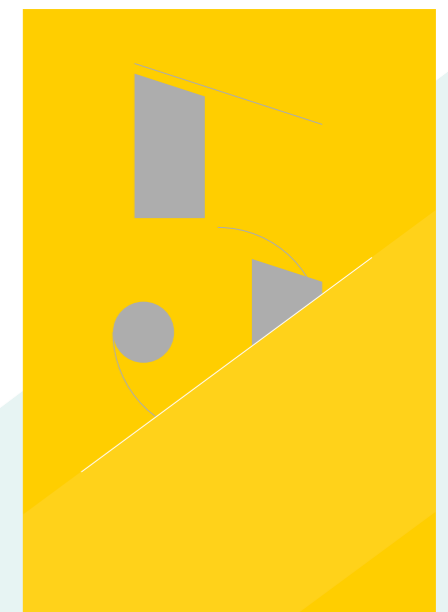
IV. PORTER LA RÉFLEXION AU NIVEAU EUROPÉEN P36

- Pour une citoyenneté numérique européenne p38
- Partager la culture numérique de nos voisins européens p41



V. LE THINK TANK DE LA SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE P44

- Qui sommes-nous ? p46
- Nos adhérents p50
- Pourquoi nous rejoindre ?p52



30
ADHÉRENTS

1026
PARTICIPANTS

16
PUBLICATIONS

40
RÉCAP'

25
ÉVÉNEMENTS

28
RETOMBÉES MÉDIAS

1
LIVRE DIGITAL

7
*L'année 2019
en chiffres*
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

4
DÉPLACEMENTS À L'ÉTRANGER

2
VOYAGES D'ÉTUDE À L'ÉTRANGER

600
NEWSLETTERS

RENAISSANCE
numérique

16 JAN.	17 JAN.	23 JAN.	28-29 JAN.	29 JAN.	30 JAN.	11 FÉV.	18 FÉV.	21 FÉV.	27 FÉV.	12 MARS	21 MARS
CHATHAM HOUSE Avec Jean-Baptiste Demaison, Président de l'ENISA	NOTE Identité numérique : Passer à une logique citoyenne	NOTE Cybersécurité : Vers la responsabilisation de l'ensemble de la chaîne de production	VOYAGE D'ÉTUDE Danemark	TRIBUNE Signature de la lettre ouverte sur "La proposition de Directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique"	AUX SOURCES DU NUMÉRIQUE Derrière l'infrastructure de l'Internet, quels enjeux politiques ? <i>Avec Stéphane Bortzmeyer</i>	ÉVÉNEMENT Soirée des adhérents	CHATHAM HOUSE Avec Fabrice Aubert, Conseiller Institutions, Action publique et Transition numérique au cabinet du Président de la République	PARTICIPATION Forum Solutions Solidaires <i>Avec la Fondation Jean Jaurès et Terra Nova</i>	PARTICIPATION 56ème Salon International de l'Agriculture	ÉVÉNEMENT Atelier sur l'Éducation au Numérique <i>Avec le Forum sur la Gouvernance de l'Internet France</i>	CHATHAM HOUSE Avec Henri Verdier, Ambassadeur pour le Numérique

10 AVRIL	11 AVRIL	16 AVRIL	14 MAI	14 MAI	21 MAI	24 MAI	24 MAI	29 MAI	6 JUIN	11 JUIN
ÉVÉNEMENT A roadmap for a digital society – Clôture du cycle de rencontres "EU Digital Challenges" <i>Avec Das Progressive Zentrum et EuropaNova</i>	MANIFESTE 15 principes clés pour porter l'ambition d'une citoyenneté numérique européenne (publié également en anglais)	AUX SOURCES DU NUMÉRIQUE Qu'est-ce que la confiance dans une société numérique ? <i>Avec Francesca Musiani et Jacopo Domenicucci</i>	PARTICIPATION Réunion internationale de la société civile pour l'Appel de Christchurch	ÉVÉNEMENT Lancement du livre "Tous acteurs des données. Appréhender les données pour mieux les valoriser" <i>Avec Syntec Numérique</i>	TRIBUNE Données agricoles en Europe : défendre notre valeur commune	AUX SOURCES DU NUMÉRIQUE Vers une marchandisation de l'intime en ligne ? <i>Avec Marie Bergström</i>	SYNTHÈSE Élections européennes 2019 : où est le numérique ?	ÉVÉNEMENT Ligue du LOL, et maintenant ? <i>Avec le Social Media Club, le Syndicat de la Presse Indépendante d'Information en Ligne, COM-ENT et Reporters Sans Frontières</i>	PARTICIPATION Repenser l'information à l'ère du numérique <i>Avec le Liberté Living-lab</i>	PARTICIPATION Atelier "ALIAS : AnaLyse et exploration des données sociAles", dans le cadre du congrès INFORSID

Le fil de l'année 2019

CALENDRIER DES PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

13 JUIN	18 JUIN	19 JUIN	21 JUIN	2 JUIL.	2 JUIL.	4 JUIL.	07 SEP.	12 SEP.	19 SEP.
SYNTHÈSE A roadmap for a digital society – Retour sur la journée du 10 avril 2019	ÉVÉNEMENT Assemblée Générale de Renaissance Numérique	RAPPORT Rapport d'activité 2018	CHATHAM HOUSE Avec Marie-Laure Denis, Présidente de la CNIL	TRIBUNE Lettre ouverte relative à la proposition de loi visant à lutter contre la haine sur internet	PARTICIPATION "Dialogue Citoyen" du G7	ÉVÉNEMENT Forum sur la Gouvernance de l'Internet France	CHATHAM HOUSE Avec Laura Létourneau et Dominique Pon, pilotes du chantier numérique de la stratégie "Ma Santé 2022"	CHATHAM HOUSE Avec Laurent Rojeu, Directeur de l'Agence du Numérique	ÉVÉNEMENT Soirée des adhérents

30 SEP.	01 OCT.	02 OCT.	04 OCT.	7 OCT.	10 OCT.	12 OCT.	24 OCT.	24 OCT.	25 OCT.	28-31 OCT.
ÉVÉNEMENT La transformation numérique au Danemark : un modèle inspirant pour la France ? <i>Avec l'Ambassade du Danemark en France</i>	NOTE Danemark : Le volontarisme numérique (publiée également en anglais)	ÉVÉNEMENT La gouvernance européenne des données (Bruxelles) <i>Avec Syntec Numérique</i>	CHATHAM HOUSE Avec Mathieu Weill, Chef du service de l'économie numérique à la Direction générale des entreprises, Ministère de l'Économie et des Finances	PARTICIPATION Civic Roundtable: Democracy and Information, friends or foes? (Kiev)	PARTICIPATION Voices from the ground Avec la Commission européenne et le Radicalisation Awareness Network Europe	PARTICIPATION Combattre la violence sur les réseaux sociaux <i>Avec la Ligue des droits de l'Homme</i>	AUX SOURCES DU NUMÉRIQUE Que reste-t-il des débuts d'Internet et du Web ? <i>Avec Quentin Jardon et Valérie Schafer</i>	DÉCRYPTAGE Loi renseignement : trois questions à Étienne Drouard, Avocat associé chez K&L Gates	ÉVÉNEMENT Cybersécurité : vers un système de santé résilient ? <i>Avec Kaspersky France</i>	VOYAGE D'ÉTUDE Espagne

14 NOV.	16 NOV.	20 NOV.	21 NOV.	22 NOV.	25 NOV.	27 NOV.	3 DÉC.	11 DÉC.	19 DÉC.	20 DÉC.
CHATHAM HOUSE Avec Roch-Olivier Maistre, Président du CSA	PARTICIPATION Conférence Europa <i>Avec EuropaNova</i>	PARTICIPATION 9èmes Rencontres sur le Système de santé	PARTICIPATION Atelier "Racisme en ligne" (Lausanne)	SYNTHÈSE Messages du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France 2019 (publiés également en anglais)	PARTICIPATION Table ronde "Citoyenneté numérique" <i>Avec Startup For Kids</i>	SYNTHÈSE "Collaborative Session: Addressing online harmful content", à l'Internet Governance Forum (Berlin)	ÉVÉNEMENT Les paiements à l'heure du numérique : quels enjeux pour cet écosystème en mutation ? <i>Avec la Fedad et Mastercard</i>	NOTE Cyberharcèlement : lecture académique de ce phénomène	ÉVÉNEMENT Colloque – Reconnaissance faciale : Interdiction, expérimentation, généralisation, réglementation. Où en est-on ? Où allons-nous ? <i>Avec Jean-Michel Mis, Député de la Loire</i>	ENQUÊTE Reconnaissance faciale : Ce que nous en disent les Français

LE THINK TANK ÉLARGIT SON RÉSEAU

Le numérique n'est, depuis longtemps, pas l'objet des seuls spécialistes de la Tech. Cette conviction est au cœur du réseau que Renaissance Numérique cherche à construire. C'est cette spécificité qui confère désormais au think tank sa place si particulière au sein de l'écosystème numérique français et européen.

Depuis près de deux ans, le think tank a notamment élargi les possibilités d'adhésion en permettant aux jeunes chercheurs de devenir membres.

En 2019, six nouveaux adhérents ont rejoint le think tank et traduisent cette diversité de profils :

Justine Atlan, Directrice générale, e-Enfance

Jean-Marie Boutin, Directeur associé chargé des relations institutionnelles, Accenture France

Léo Laugier, Doctorant en informatique, Institut Polytechnique de Paris

Marie Neihouser, Chercheuse associée au Groupe de recherche en communication politique, Université Laval

Vincent Richir, Directeur des affaires publiques France et Benelux, Mastercard

Minggang Zhang, Directeur général adjoint, Huawei France



6 nouveaux adhérents

« J'ai participé au groupe de travail de Renaissance Numérique sur la reconnaissance faciale. Cette expérience a été très enrichissante car le think tank a regroupé des acteurs venant d'horizons divers pour réfléchir aux enjeux actuels et futurs soulevés par l'utilisation de nouveaux algorithmes. Je retiens la rigueur de la méthode basée sur une analyse en profondeur des technologies de reconnaissance faciale et des problématiques juridiques engendrées par leur application à grande échelle. Cette approche rationnelle et objective a d'abord permis au groupe de travail de développer une compréhension fine du sujet, avant de formuler des recommandations pertinentes, pragmatiques et fidèles aux valeurs portées par l'Union européenne. Je pense qu'il est primordial que la société civile s'empare des sujets numériques et nourrisse un débat qui éclaire les choix des citoyens et les décisions prises par les décideurs publics. Je suis fier d'avoir pu contribuer dans d'excellentes conditions à ce travail d'intérêt général. »

Léo Laugier,

Doctorant en informatique à l'Institut Polytechnique de Paris



L'ÉQUIPE S'INTERNATIONALISE

En 2019, Renaissance Numérique a accueilli au sein de son équipe Claire Pershan. De nationalité américaine, Claire a travaillé à la coordination des projets autour de la plateforme Seriously.org, et notamment au développement de partenariats avec le monde de la recherche et la société civile internationaux.



« Cela a été un grand privilège de travailler sur le projet Seriously et de le partager sur le plan international. Bien que les contenus sur la plateforme soient culturellement et linguistiquement français, la philosophie derrière elle est universelle. Il est beau de voir comment la méthode et l'esprit de l'initiative résonnent avec les acteurs dans des contextes divers. »

Claire Pershan,
Responsable du projet Seriously

« L'association e-Enfance se consacre à la prévention des risques et à la prise en charge des victimes de cyberviolences, pour les jeunes sur internet, depuis quinze ans. Elle a choisi d'adhérer au think tank Renaissance Numérique dans une harmonie de valeurs et de vision. Nous sommes portés par la même volonté de promouvoir une société numérique ouverte et vigilante. Renaissance Numérique est devenu un acteur essentiel de la gouvernance sur l'internet, qui réunit tous les acteurs majeurs aux niveaux français et européen, pour échanger et anticiper les enjeux numériques à venir. Préalablement, la plateforme innovante Seriously.org, initiée par Renaissance Numérique, nous a permis de travailler ensemble pour lutter contre la haine en ligne et sensibiliser les utilisateurs. Renaissance Numérique, c'est pour nous un partenaire incontournable pour avancer dans la construction d'un monde numérique plus respectueux de chacun. »

Justine Atlan,
Directrice générale de e-Enfance



LES RENDEZ-VOUS RÉGULIERS DU THINK TANK

Renaissance Numérique est à l'initiative de deux cycles de débats qui s'inscrivent désormais dans le temps. Le premier, le club « Chatham House », consiste en des moments d'échanges privilégiés entre des personnalités politiques ou publiques en lien avec le numérique et les adhérents du think tank. Le second cycle, « Aux Sources du Numérique », est quant à lui une série de rencontres ouvertes au grand public, afin d'échanger avec des auteurs qui ont publié des ouvrages récents sur les enjeux sociétaux du numérique.

LE CLUB CHATHAM HOUSE

RENCONTRES AVEC LES « POLICY MAKERS » DU NUMÉRIQUE

Depuis septembre 2015, Renaissance Numérique organise des petit-déjeuner entre ses adhérents et des décideurs politiques et publics français et internationaux qui interviennent sur les enjeux de la politique numérique. Ces temps d'échanges permettent un dialogue sincère et informel entre nos adhérents et ces acteurs. Ils constituent ainsi une tribune de choix pour présenter les travaux du think tank et porter ses réflexions. Depuis le lancement du cycle, vingt-six rencontres ont été organisées.

Ces rencontres résonnent désormais non seulement avec l'agenda politique français, mais également européen.

EN 2019, LE CLUB CHATHAM HOUSE C'EST



8 rencontres avec des personnalités politiques et institutionnelles

En 2019, le think tank a reçu :

Fabrice Aubert

Conseiller Institution, Action Publique et Transition Numérique, cabinet du Président de la République



Jean-Baptiste Demaison

Président, Agence européenne de sécurité (ENISA)



Marie-Laure Denis

Présidente, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Dominique Pon

Pilote, chantier numérique de la stratégie « Ma Santé 2022 »

Laura Létourneau

Pilote, chantier numérique de la stratégie « Ma Santé 2022 »



Laurent Rojey

Directeur, Agence du Numérique



Mathieu Weill

Chef du service de l'économie numérique, Direction générale des entreprises, Ministère de l'Économie et des Finances



Photographie : Celia Bonnin



Roch-Olivier Maistre

Président, Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)



Henri Verdier

Ambassadeur pour le Numérique

LE CYCLE « AUX SOURCES DU NUMÉRIQUE » #ASDN

RENCONTRES AVEC LES AUTEURS À LA SOURCE DE LA PENSÉE NUMÉRIQUE

En mai 2015, Renaissance Numérique et l'agence Spintank, adhérente du think tank, ont lancé le cycle de rencontres « Aux Sources du Numérique », dédié aux publications récentes (de recherche ou de fiction) sur le numérique et ouvert au grand public.

Chaque mois, sonne ainsi le moment de se retrouver autour d'un ou plusieurs auteurs, le temps d'un petit-déjeuner. Une heure trente de discussion « à bâtons rompus » pour explorer leurs analyses sur les grands enjeux numériques.

EN 2019, LE CYCLE ASDN C'EST

4 rencontres

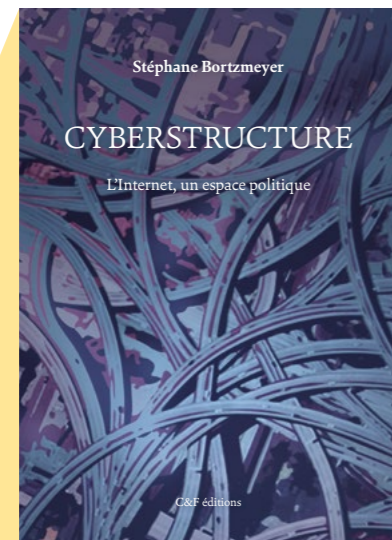
5 ouvrages

160 participants



LE CYCLE ASDN C'EST AUSSI UNE CHAÎNE MÉDIA :

[Medium.com/asdn](https://medium.com/asdn)



30 JANVIER

Derrière l'infrastructure de l'Internet, quels enjeux politiques ? avec Stéphane Bortzmeyer

16 AVRIL

Qu'est-ce que la confiance dans une société numérique ? avec Francesca Musiani et Jacopo Domenicucci



24 MAI

Vers une marchandisation de l'intime en ligne ? avec Marie Bergström



24 OCTOBRE

Que reste-t-il des débuts d'Internet et du Web ? avec Valérie Schafer et Quentin Jardon



« Alors que le numérique est partout dans nos vies, nous manquons cruellement de débats informés sur les choix qui sont faits, et qui ne sont pas des choix purement techniques, puisqu'ils vont jouer un rôle crucial dans la structure même de notre société. C'est pour cela que j'apprécie les rencontres « Aux Sources du Numérique », qui sont l'occasion de découvrir des auteurs qui ont pris le temps de réfléchir en profondeur à ces questions. »

Stéphane Bortzmeyer,
Ingénieur à l'AFNIC et auteur de *Cyberstructure : l'Internet, un espace politique* (C&F Éditions, 2018)

AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET

Institué par le Sommet Mondial sur la Société de l'Information de Tunis en 2005, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI ou *Internet Governance Forum* en anglais) est un espace de dialogue innovant, rassemblant des représentants des États, des acteurs de la communauté technique, du secteur privé et de la société civile de l'internet du monde entier. Le FGI vise à traiter, par une réflexion collective et approfondie, des enjeux de la gouvernance de l'internet. Rattaché aux Nations Unies, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet est également présent aux échelons régional, subrégional et national, dont la France.

En 2019, Renaissance Numérique a poursuivi ses engagements sur le sujet de la gouvernance de l'internet en tant que membre du comité français du Forum sur la Gouvernance de l'Internet, aux côtés notamment de l'AFNIC, l'ARCEP, le Conseil national du numérique et de l'Internet Society France. Le think tank a participé au FGI France qui s'est tenu le 4 juillet à Paris et à l'Internet Governance Forum de Berlin, du 25 au 29 novembre.

LE FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET FRANCE 2019

La Forum sur la Gouvernance de l'Internet France 2019 a permis de tenir un débat multipartite à l'échelon national et avec une forte participation européenne, sur les droits et les usages comme sur l'avenir d'internet, au travers de quatre parcours :

- Numérique responsable ;
- Numérique excluant ou numérique inclusif ? ;
- Internet entre gouvernance et régulation ;
- Les données au centre du numérique.



Dans le cadre de cette journée, Renaissance Numérique a co-organisé une plénière sur la régulation des contenus en ligne et un atelier dédié à la mobilisation de la société civile et des citoyens dans la lutte contre les contenus dangereux sur internet.

Plénière « Régulation des contenus », avec :

- Constance Bommelaer de Leusse, Vice-présidente en charge des relations institutionnelles, Internet Society
- Paula Forteza, Députée des Français établis hors de France
- Jan Kleijssen, Directeur Société de l'information et de l'action contre la criminalité, Conseil de l'Europe
- Béatrice Oeuvarad, Public Policy Manager, Facebook France

Atelier « Comment mobiliser la société civile et les citoyens dans la lutte contre les contenus dangereux en ligne ? », avec :

- Guillaume Buffet, Vice-président, Renaissance Numérique et Fondateur de Seriously
- Andrea Cairola, Programme Specialist, Division pour la liberté d'expression et le développement des médias, UNESCO
- Jérémy Faledam, Président, SOS homophobie
- Gibran Freitas, Membre, Internet sans frontières
- Jean-Christophe Le Toquin, Président, Point de contact

EN 2019, LE FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET FRANCE C'EST



« *L'Internet Society France et Renaissance Numérique contribuent, main dans la main, à l'organisation annuelle du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France, avec plusieurs objectifs communs. Rendre l'événement accessible au plus grand nombre et élargir les thématiques abordées. Créer un lieu d'échange et de partage ouvert. Laisser une trace des débats et apporter une contribution constructive à la fois aux parties prenantes du Forum et à l'Internet Governance Forum organisé annuellement au niveau mondial sous l'égide des Nations Unies. L'édition 2019 a fait largement place au numérique responsable, au numérique inclusif, à la régulation et à l'éducation au numérique. Autant de thèmes qui ont été mis en lumière par les mouvements sociaux de 2019 et la crise sanitaire de début 2020. Le rôle majeur d'internet dans ces crises, comme solution résiliente ou comme catalyseur, comme média majeur de l'ultra-local à l'international, comme une pièce maîtresse des relations personnelles et professionnelles, nous conforte dans la nécessité de poursuivre les travaux multi-parties prenantes engagés dans le cadre du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France pour faire plus que jamais d'internet un bien commun.* »

Nicolas Chagny,
Président de l'Internet Society France



LES MESSAGES DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET FRANCE 2019

L'édition 2019 du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France visait notamment à préciser les orientations prises dans les messages de Paris lors du FGI mondial de novembre 2018 à Paris et porter de nouveaux messages à l'attention de la communauté internet tant au niveau européen (Eurodig – juin 2020) que mondial en vue du Forum mondial de novembre 2019 à Berlin.

47 messages clés ont été tirés de cette édition par le comité français et ont été présentés lors du Forum sur la Gouvernance de l'Internet à Berlin. Ils ont été publiés en français et en anglais.

MESSAGES DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET FRANCE 2019
MESSAGES FROM THE INTERNET GOVERNANCE FORUM FRANCE 2019 (FGI FRANCE)

Institué par le Sommet Mondial sur la Société de l'Information, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) est un espace de dialogue innovant, rassemblant des représentants des États, des acteurs de la communauté technique, du secteur privé et de la société civile de l'internet du monde entier. Le FGI vise à traiter, par une réflexion collective et approfondie, des enjeux de la gouvernance de l'internet. Événement mondial, le FGI a broché une déclaration aux niveaux régional, subrégional et national afin d'élaborer des résolutions spécifiques et de nouer la relation globale par les thèmes et les conclusions de chaque rencontre.

L'édition 2019 du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France, qui s'est tenue le 4 juillet dernier à l'Université Paris-Dauphine à Paris, avait notamment à préciser les orientations prises dans les messages de Paris lors du FGI mondial de novembre 2018 et porter de nouveaux messages à l'attention de la communauté tant au niveau européen (Eurodig – juin 2020) que mondial en vue du Forum mondial de novembre 2019 à Berlin. Cette journée qui a rassemblé plus de 1 000 participants a permis de tenir un débat multipartite à l'échelon national et avec une forte participation européenne, sur les droits et les usages comme sur l'avenir d'internet, au travers de quatre parcours : « Numérique responsable », « Numérique excluant ou numérique inclusif », « Internet entre gouvernance et régulation » et « Les données au centre du numérique ».

47 messages clés ont été tirés de cette édition par le comité français et ont été présentés lors du Forum sur la Gouvernance de l'Internet à Berlin. Ils ont été publiés en français et en anglais.

www.igf-france.fr



Remettre le citoyen au cœur du débat numérique

Au fil des années, Renaissance Numérique s'est positionné comme un acteur de l'empowerment citoyen. Le think tank s'attache ainsi à partir d'une compréhension fine des usages numériques, afin d'y porter une analyse critique et de redonner à chacun la maîtrise de ces derniers.

Cette année, le think tank a notamment poursuivi ses réflexions autour de la gouvernance des données, des usages numériques citoyens avec l'identité numérique, et de la sécurité numérique de la société.

FAIRE DES DONNÉES UNE VALEUR PARTAGÉE

Les données sont aujourd'hui une des valeurs premières de l'économie numérique. Assurer la juste répartition de cette valeur entre les différentes parties prenantes de cette nouvelle économie devient ainsi un enjeu crucial et est au cœur des réflexions de Renaissance Numérique.

APPRÉHENDER LES DONNÉES POUR MIEUX LES VALORISER

La mise en données du monde est une réalité qui n'est pas toujours bien maîtrisée, y compris par ceux qui doivent lui en donner un cadre. Or, face à son accélération, son appropriation par tous – organismes publics, entreprises, société civile et citoyens – devient un élément essentiel pour le devenir de notre économie et de notre vie démocratique. Alors qu'en 2019 l'Union européenne entamait la deuxième mandature du marché unique numérique (*Digital Single Market*), avec un certain nombre de débats sur les données à son agenda, Re-

naissance Numérique et le syndicat professionnel Syntec Numérique ont décidé de réunir leurs expertises pour offrir des clés de compréhension sur ce sujet dans un livre commun : *Tous acteurs des données. Appréhender les données pour mieux les valoriser*. Cette réflexion est tirée de la confrontation des travaux des deux organisations et de vingt-quatre auditions conduites auprès de différentes parties prenantes ayant trait aux enjeux de gouvernance des données.

À l'occasion de la publication de ce livre, le 14 mai 2019, Renaissance Numérique et Syntec Numérique ont organisé un débat réunissant :

- Marie-Cécile Damave, Responsable innovations et marchés, agriDées
- Godefroy de Bentzmann, Président, Syntec Numérique
- Henri Isaac, Président, Renaissance Numérique
- Sophie Nerbonne, Directrice adjointe des affaires juridiques, internationales et de l'expertise, CNIL
- Bernard Nordlinger, Membre, Académie de Médecine, et Co-directeur du livre *Santé et intelligence artificielle* avec Cédric Villani
- Bertrand Pailhès, Coordonnateur national pour la stratégie d'intelligence artificielle

Le livre a également été présenté à Bruxelles dans le cadre d'une rencontre organisée chez Digital Europe au mois d'octobre 2019, sur le thème de la gouvernance européenne des données.

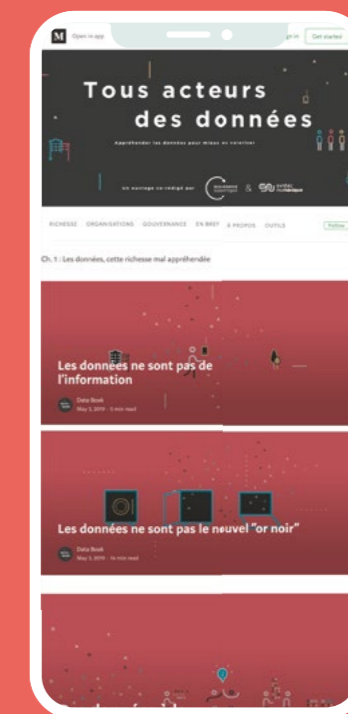


UN LIVRE DIGITAL

À des fins d'appropriation et de diffusion au plus grand nombre, le livre *Tous acteurs des données. Appréhender les données pour mieux les valoriser*, a également été dématérialisé avec la création d'un espace sur Medium :

medium.com/databook

De format hybride, ce centre de ressources en ligne permet d'avoir plusieurs entrées dans la réflexion. Le choix de Medium offre également un outil vivant, à l'instar du glossaire qui pourra être nourri au gré des itérations.



« Le livre « Tous acteurs des données » propose un éclairage pédagogique et synthétique sur les différents enjeux posés par la révolution des données aux organismes, aux États mais aussi aux citoyens. Prolongement des travaux que Syntec Numérique avait lancés en 2018 avec le Grand Débat de la Donnée, au moment de l'entrée en vigueur du RGPD, il est le fruit d'une collaboration étroite et réussie avec Renaissance Numérique. »

Godefroy de Bentzmann,
Président de Syntec Numérique



DONNÉES AGRICOLES : DÉFENDRE NOTRE VALEUR COMMUNE

À l'occasion des élections européennes de 2019, Renaissance Numérique a alerté quant au manque de réflexion sur l'exploitation des données dans une des politiques les plus emblématiques de l'Union européenne, la Politique agricole commune (PAC), face à une compétition mondiale particulièrement vive en la matière. Les données agricoles sont désormais au croisement de plusieurs enjeux dont ceux de la souveraineté, des conditions de travail des agriculteurs et de l'environnement.

Cet engagement a pris la forme d'une tribune co-signée par Marine Pouyat, Présidente de W Talents et Paul Bounaud, Responsable des filières agricoles et RHD chez GS1 France, qui y interrogent notamment les conditions de partage de ces données.

Cette tribune s'inscrit dans la continuité des travaux menés par Renaissance Numérique sur la question des données agricoles. Un groupe de travail dédié à la question de la valeur des données agricoles avait ainsi été mis en place au sein du think tank en 2018. Une note intitulée « La valeur des données agricoles » avait été publiée à l'issue de cette réflexion.

1 livre | 1 livre digital | 1 infographie | 24 auditions | 2 événements (Paris et Bruxelles)



L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE COMME LEVIER DES USAGES CITOYENS

HUIT PRÉREQUIS POUR UNE POLITIQUE D'IDENTITÉ NUMÉRIQUE AU SERVICE DE TOUS LES CITOYENS

UNIVERSALITÉ

ACCESSIBILITÉ

INCITATION

SIMPLIFICATION

ANTICIPATION

ACCULTURATION

AGILITÉ

MAÎTRISE

À l'aube de la dématérialisation à 100 % des services publics, l'avènement d'un parcours d'identité numérique sécurisé est perçu comme un levier de cette transformation. Dans un contexte de fracture importante, sociale, territoriale, numérique, Renaissance Numérique s'est interrogé, dans une note intitulée « Identité numérique : Passer à une logique citoyenne », sur la pertinence citoyenne du futur dispositif d'identité numérique.

Cette contribution visait à apporter un point de vue citoyen aux travaux de la mission interministérielle conduite par Valérie Peneau sur le déploiement d'un parcours d'identification numérique sécurisé en France, dans le cadre de la mise en application du règlement européen eIDAS.

Le think tank a porté huit conditions pour la mise en œuvre de cette future politique publique et y donner un sens citoyen.



8 CONDITIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE

10 AUDITIONS

LES MOYENS DE PAIEMENT À L'HEURE NUMÉRIQUE : QUELS ENJEUX CITOYENS ?

L'enjeu de fracture numérique prend de multiples formes dans le quotidien des citoyens. En 2019, Renaissance Numérique a initié une réflexion sur un nouveau secteur dont la transformation, en grande partie liée au numérique et très largement portée par le développement des usages mobiles, pose de nouveaux défis en termes de sécurité et de confiance, mais aussi d'inclusion et de souveraineté : le secteur des moyens de paiement.

Émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux modes de paiement, évolutions réglementaires, le secteur des paiements a connu des changements majeurs ces dernières années. Alors que l'entrée en vigueur en janvier 2018 de la Directive sur le secteur des paiements 2, dite « DSP2 », a marqué une nouvelle étape pour le secteur, Renaissance Numérique, en partenariat avec la Fédération du e-commerce et de la vente à distance et Mastercard, a organisé le 3 décembre, une matinée de débats dédiée à interroger les enjeux soulevés par ce nouveau paysage : « Les paiements à l'heure numérique : quels enjeux pour cet écosystème en mutation ? ».

À cette occasion, deux discussions ont été organisées au travers de deux débats :

- De la logique de « no economy » au Libra : les nouveaux défis de la régulation des paiements
- Le numérique, facteur d'inclusion ou de marginalisation bancaire ?

Les intervenants :

- Kate Appleby, Cheffe du département Affaires économiques et sociales, Ambassade du Royaume-Uni en France
- Philippe Chassaing, Député de la Dordogne
- Marie Degrand-Guillaud, Directrice Déléguée, Nickel
- Arnaud Delaunay, Responsable des services bancaires et des moyens de paiement, Direction générale, Trésor
- Corinne Dromer, Présidente, Comité Consultatif du Secteur Financier
- Henri Isaac, Président, Renaissance Numérique
- Julien Lasalle, Chef du service de surveillance des moyens de paiement scripturaux, Banque de France
- Marc Lolivier, Directeur général, Fédération du e-commerce et de la vente à distance
- Pierre Person, Député de Paris
- Jérôme Raguénès, Directeur du département Numérique, Systèmes et moyens de paiement, Fédération bancaire française
- Vincent Richir, Directeur des Affaires publiques France et Benelux, Mastercard

Ces débats ont nourri la réflexion du think tank parue sous la forme d'une note le 21 juillet 2020 et intitulée « La transformation numérique des paiements : défi économique, enjeu citoyen ».



2 tables rondes



11 intervenants



50 participants

CYBERSÉCURITÉ : ENJEUX SECTORIELS, ENJEUX CITOYENS

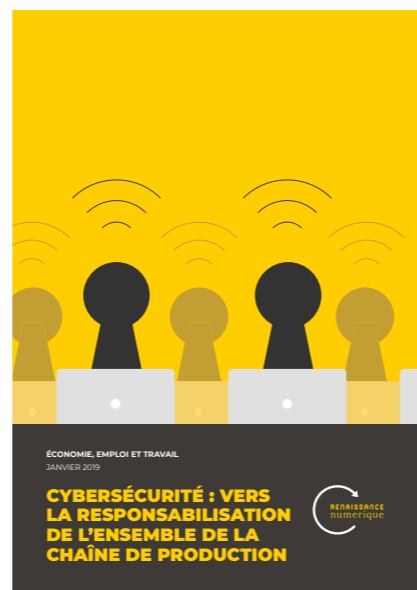
SÉCURISER LA CHAÎNE DE PRODUCTION : POUR UNE APPROCHE SOLIDAIRE

En matière de cybersécurité, les TPE-PME font face à une double problématique : celle de leur propre vulnérabilité face aux cyber risques et celle de leur responsabilité vis-à-vis du reste de la chaîne de production. À l'occasion du Forum international de la cybersécurité 2019 à Lille, Renaissance Numérique est revenu sur cette problématique dans le cadre de sa publication « Cybersécurité : Vers la responsabilisation de l'ensemble de la chaîne de production » (janvier 2019). Cette réflexion est notamment issue de la table ronde « TPE-PME : Les nouveaux « chevaux de Troie » de l'économie numérique ? », organisée le 19 octobre 2018 par le think tank, en partenariat avec Kaspersky France et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France.

En s'intéressant aux actions menées sur le terrain, tant par la puissance publique que par les acteurs privés en matière d'accompagnement des TPE-PME, le think tank s'attache à

questionner les conditions de mise en œuvre du processus de sécurisation des systèmes d'information de l'ensemble des acteurs de la chaîne de production.

Les politiques publiques restent encore trop lacunaires en la matière, la difficulté résultant en la très grande hétérogénéité de ces acteurs. Cette situation tend toutefois à évoluer. En témoignent lesancements des plateformes Cybermalveillance.gouv.fr et France Num. Les données récoltées par le biais de ces dispositifs, en particulier par l'observatoire initié par Cybermalveillance.gouv.fr, devront servir à guider ces politiques. À terme, l'enjeu est que ces données permettent non seulement de mieux appréhender les cyber risques, mais également les usages des acteurs en matière de cybersécurité (les blocages, les difficultés d'anticipation et de résilience, etc.). À ce titre, le partage d'informations au niveau européen constitue également un enjeu majeur.



« Nos TPE-PME, si essentielles à la vie économique et sociale de notre pays, sont très majoritairement démunies face aux risques de cyberattaques. Et non, les attaques n'arrivent pas qu'aux autres ou qu'aux grandes structures. Renaissance Numérique, en organisant cet événement, a bien démontré la nécessité de porter fortement les messages de sensibilisation et que seul un travail collectif permettra à nos TPE-PME de mieux se protéger. »

Jérôme Notin,
Directeur général du GIP ACYMA Cybermalveillance.gouv.fr

VERS UN SYSTÈME DE SANTÉ RÉILIENT ?

À l'occasion du mois européen de la cybersécurité en octobre, Renaissance Numérique et Kaspersky France ont organisé un petit-déjeuner débat dédié à la problématique des cyber risques pour notre système de santé, alors que ce dernier s'engage dans une transformation numérique profonde.

Réunissant professionnels de santé, fournisseurs de technologies et experts juridiques, ce débat visait à s'interroger sur les défis spécifiques du secteur de la santé en matière de sécurisation des systèmes d'information, eu égard notamment à des données particulièrement sensibles.

Les intervenants :

- Gilles Castéran, Directeur exécutif, Accenture Security France
- Stéphane Pierrefitte, Directeur des systèmes d'information, GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences
- Annabelle Richard, Avocate associée, Pinsent Masons
- Bertrand Trastour, Responsable des activités BtoB, Kaspersky France

Ces échanges ont donné lieu à la publication d'une note, le 14 février 2020, intitulée « Cybersécurité : Accompagner un système de santé en pleine mutation ».



4 intervenants



20 participants

« À travers ses contributions sur la cybersécurité des PME et TPE d'une part, des institutions de santé d'autre part, Renaissance Numérique a permis de faire un état des lieux dépassionné et de formuler des recommandations concrètes sous le spectre large du numérique, qui constitue l'ADN du think tank. Outre les dirigeants d'entreprises et de structures de soins, le sujet concerne en effet chaque partie prenante – des utilisateurs aux autorités publiques, mais aussi l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des organisations. Seul un effort coordonné permettra de sécuriser l'information stratégique, tandis que l'application des règles de cyber-hygiène se fera, j'en suis convaincu, en remettant l'humain au cœur du dispositif de cybersécurité. »

Tanguy de Coatpont,
Directeur général de Kaspersky France



MAINTENIR LES ÉQUILIBRES FONDAMENTAUX EN LIGNE

SERIOUSLY, UN PROJET COLLECTIF CONTRE LA PROPAGATION DES DISCOURS DE HAINE SUR INTERNET

Initié en 2015, et lancé officiellement en 2017, le projet Seriously a été conçu pour équiper les associations et les citoyens afin de lutter contre les propos haineux en ligne à travers un outil concret, la plateforme www.seriously.org.

La plateforme est accompagnée du Blog Seriouslyly (blog.seriously.org), un centre de ressources et de veille qui recense et analyse les initiatives en faveur d'un internet citoyen et dont l'objectif est d'alimenter les réflexions sur les enjeux de citoyenneté numérique.

Ce blog est la prolongation de la newsletter SERIOUS.LINKS initiée en février 2017 et qui relaie chaque mois un tour

d'horizon des initiatives citoyennes à travers le monde, un décryptage d'un sujet de citoyenneté numérique qui fait l'actualité et une interview d'un acteur engagé dans la promotion de la citoyenneté numérique.

En 2019, l'expertise développée autour de Seriously en matière de lutte contre les discours de haine sur internet a été portée dans le débat public français et européen à l'occasion de plusieurs rendez-vous dont le Forum sur la Gouvernance de l'Internet France à Paris, l'Internet Governance Forum à Berlin, une table ronde organisée par le Conseil de l'Europe à Kiev et un atelier organisé par le Département fédéral de l'intérieur suisse à Lausanne.



« Seriously est un projet novateur qui joue un rôle significatif contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en ligne. Il place l'éducation au cœur de la prévention et de l'intervention afin de protéger les enfants et les jeunes contre de telles expériences négatives, et pour aider les éducateurs, les parents et les jeunes à développer des capacités de résilience et des compétences pour lutter contre les discours de haine et préserver la cohésion sociale, en ligne comme dans la vie réelle. »

Catherine Blaya,
Professeure des universités, Directrice de l'Inspé de l'académie de Nice.
Auteure de *Cyberhaine, les jeunes et la violence sur Internet* (éditions Nouveau Monde)

UN ENGAGEMENT DANS LE DÉBAT SUR LA RÉGULATION DES CONTENUS EN LIGNE

En 2019, Renaissance Numérique a pris part au débat sur la régulation des contenus en ligne à plusieurs échelles, nationale, européenne et internationale. Le think tank a notamment alerté sur les risques de certains dispositifs législatifs ou réglementaires pouvant venir empiéter sur les droits humains à l'instar des libertés d'expression et d'information ou de l'accès à la justice.

À l'occasion des discussions autour de la proposition de loi visant à lutter contre la haine sur internet en France, Renaissance Numérique s'est ainsi associé au Conseil national des barreaux, Conseil national du numérique, à la Fing, Internet Sans Frontières, l'Internet Society France et la Ligue des droits de l'Homme dans une lettre ouverte publiée le 2 juillet, appelant à une révision profonde du texte et à redéfinir l'équilibre entre le rôle dévolu au juge et la responsabilité des acteurs privés.

Au niveau européen, Renaissance Numérique s'est engagé avec l'EDRI et 86 autres organisations pour appeler le Conseil européen, la Commission européenne et le Parlement européen à une suppression des articles 11 et 13 de la Directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, dite « Copyright », dans le cadre d'une lettre ouverte publiée le 29 janvier.

Le think tank a également porté ces points de vigilance au niveau international. Le 14 mai, il a participé à la réunion internationale de la société civile organisée par la Première Ministre de Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, afin de discuter de l'Appel de Christchurch pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne, en amont de son lancement officiel le 15 mai. Dans la lignée de cet appel, Renaissance Numérique a participé le 2 juillet au « Dialogue Citoyen » du G7, en amont de sa tenue à Biarritz en août, et a contribué à l'écriture de la Charte pour un Internet ouvert, libre et sûr.

FAIRE FACE AU CYBERHARCÈLEMENT CHEZ LES JEUNES

Le cyberharcèlement est un problème de plus en plus courant, en particulier chez les jeunes, pour qui beaucoup de leurs interactions sociales se passent en ligne. Toutefois, bien que nous soyons conscients de ses nombreux dangers, la recherche de solutions efficaces reste un défi. Renaissance Numérique s'est ainsi intéressé à l'état de l'art de la littérature académique concernant le cyberharcèlement, afin d'en retirer des pistes de réflexions et d'actions concrètes. Plutôt que de se concentrer sur l'ampleur du problème en tant que telle, le think tank a accordé une attention particulière aux domaines de l'intervention, en matière de prévention, de détection et de réponse. Cette réflexion a donné lieu à la note « Cyberharcèlement : une lecture académique du phénomène », publiée en français et en anglais (« Cyberbullying: a review of the literature »). Cette note fournit des recommandations pour chaque partie prenante : les familles, les écoles, les autorités publiques, les plateformes, et les enfants eux-mêmes ayant tous un rôle à jouer dans la construction d'une réponse efficace.



RECONNAISSANCE FACIALE : QUELLE VISION DE LA SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE ?

Alors que les technologies de reconnaissance faciale et certains types d'usages – expérimentation à Nice, développement de l'application ALICEM, usages faits par la puissance publique chinoise, etc. –, se sont invités au cœur du débat public, Renaissance Numérique a décidé d'engager en 2019 une réflexion sur leur encadrement. Le think tank a lancé un groupe de travail, réunissant une dizaine de ses experts – chercheurs, juristes, industriels –, afin d'explorer les enjeux de ces technologies, qu'ils soient techniques, juridiques ou géopolitiques.

Par leur usage des données biométriques, les technologies de reconnaissance faciale revêtent une sensibilité particulière.

Des garde-fous existent déjà dans notre société, qu'ils soient techniques ou juridiques. De même, tous les usages de ces technologies ne partagent pas les mêmes sensibilités. Avant de juger de leur légitimité, ces nuances doivent être maîtrisées. Aussi, le think tank a souhaité prendre le temps d'une analyse approfondie pour contribuer utilement aux décisions qui pourront être prises. Ces dernières devront relever d'un choix politique, d'une vision de notre société.

En 2019, le groupe de travail de Renaissance Numérique a ainsi conduit deux actions : un colloque et une enquête auprès des Français.

3 tables rondes 20 intervenants 100 participants



LE COLLOQUE « RECONNAISSANCE FACIALE : INTERDICTION, EXPÉRIMENTATION, GÉNÉRALISATION, RÉGLEMENTATION. OÙ EN EST-ON ? OÙ ALLONS-NOUS ? »

Organisé conjointement par Renaissance Numérique et Jean-Michel Mis, Député de la Loire, et sous le haut patronage de Richard Ferrand, Président de l'Assemblée nationale, le colloque s'est tenu le 19 décembre à l'Assemblée nationale. Il visait à réfléchir de manière approfondie aux usages de la reconnaissance faciale, à ses enjeux en termes de droits et libertés fondamentales et à ses perspectives d'encadrement juridique. Il a réuni les différentes parties prenantes proposant des retours d'expérience et un positionnement sur ces enjeux.

Trois tables rondes :

- Reconnaissance faciale : usages industriels et commerciaux
- Reconnaissance faciale et libertés publiques : instrument de sécurité, techniques de surveillance
- Reconnaissance faciale : garde-fous et régulations, quelles perspectives ?

Les actes du colloque ont été publiés le 26 février 2020.



Reconnaissance faciale : garde-fous et régulations, quelles perspectives ?

 John Frank Vice-président des Affaires publiques Europe Microsoft @johnfrankfrance	 Albane Gaillot Députée du Val-de-Marne Assemblée nationale @AlbaneGaillot @AssembléeNat	 Mario Oetheimer Chet adjoint à l'unité de recherche et de données Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne @MOetheimerFRA @EU_RightsAgency	 Arthur Messant Juriste La Quadrature du Net @laquadrature	 Jean Le Secrétaire général Commission nationale de l'informatique et des libertés @CNIL
---	---	--	--	--

«J'ai eu le plaisir d'organiser en collaboration avec Renaissance Numérique un colloque à l'Assemblée nationale sur un sujet majeur qui fait souvent polémique dans notre société : la reconnaissance faciale.

Cet évènement a été l'occasion de débattre sur une technologie sujette à des opinions tranchées et à la frontière de plusieurs injonctions paradoxales : si les expérimentations de son utilisation visent à satisfaire une problématique de sécurité, la technologie de reconnaissance faciale ne saurait être mise en œuvre en portant atteinte aux droits fondamentaux des citoyens, et notamment la liberté d'aller et venir et le droit à l'anonymat.

C'est pourquoi ce débat a toute sa place dans les murs de notre Assemblée. En effet, en tant que parlementaire, nous devons garantir un droit à la sécurité pour nos concitoyens, donner à nos entreprises la possibilité de devenir des leaders dans ces domaines, mais également préserver nos libertés individuelles.»

Jean-Michel Mis,
Député de la Loire



L'ENQUÊTE « RECONNAISSANCE FACIALE : CE QUE NOUS EN DISENT LES FRANÇAIS »

Pour donner la parole aux citoyens dans le cadre de ce colloque et venir nourrir la réflexion du groupe de travail, Renaissance Numérique a conduit une enquête sur la perception des Français vis-à-vis des technologies de reconnaissance faciale, en partenariat avec l'institut Ifop.

Cette enquête a été conduite auprès d'un échantillon de 2 000 personnes représentatif de la population française, du 22 au 26 novembre 2019. La base de répondants et la granularité des questions ont été volontairement renforcées au regard des sondages traditionnels, afin d'en tirer les analyses les plus fines.



Cinq grands enseignements ont été tirés de ce travail d'enquête :

- 1 Une forte notoriété de la reconnaissance faciale, malgré un faible déploiement des usages
- 2 Quand ils sont usagers, les sondés ont plutôt confiance dans ces technologies
- 3 Pour les sondés, les usages de la reconnaissance faciale sont surtout liés aux missions de sécurité publique
- 4 La protection de la vie privée et l'atteinte aux libertés fondamentales sont les principales inquiétudes
- 5 Un temps de réflexion est plébiscité pour renforcer le cadre juridique de ces technologies





Porter la réflexion au niveau européen

En 2019, Renaissance Numérique a continué de porter sa réflexion au niveau européen, en interrogeant les enjeux de la citoyenneté numérique européenne, notamment dans le cadre du cycle EU Digital Challenges, mais également en se penchant sur les politiques numériques d'autres États européens à travers deux voyages d'étude au Danemark et en Espagne.

POUR UNE CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE EUROPÉENNE

CLÔTURE DU CYCLE DE RÉFLEXION FRANCO-ALLEMAND « *EU DIGITAL CHALLENGES* »

Le 10 avril, les think tanks Renaissance Numérique, Das Progressive Zentrum et EuropaNova ont clôturé le cycle de conférences *EU Digital Challenges*, lancé le 11 juillet 2018 et visant à interroger la stratégie numérique de l'Union européenne. À la veille des élections européennes, le rendez-vous intitulé « A roadmap for a digital society », a réuni, le temps d'un après-midi de débats, les principales parties prenantes de la politique numérique européenne à Paris. Cette rencontre était soutenue dans son organisation par Microsoft France, SAP France, le Goethe-Institut Paris et Contexte, sous le patronage des représentations de la Commission européenne et du Parlement européen à Paris.

Ce dernier volet du cycle *EU Digital Challenges* s'est intéressé en particulier à deux grands enjeux au travers de deux tables rondes : la première, intitulée « À l'ère de l'intelligence artificielle, créer la société numérique de demain », a souligné la nécessité d'accompagner la société pour relever les défis posés par les technologies de rupture ; la seconde « Défendre la démocratie face aux cyber risques », a insisté notamment sur l'importance de développer une politique européenne en mesure d'équiper l'ensemble des acteurs vulnérables face aux cyber risques.

Parmi les intervenants :

- Amandine Crambes, Candidate, Europe Ecologie Les Verts
- Alberto di Felice, Conseiller infrastructure, vie privée et sécurité, Digital Europe
- Diana Filippova, Fondatrice, Stroïka et Membre de Place Publique
- Paula Forteza, Députée des Français établis hors de France
- Mariya Gabriel, Commissaire européenne à l'Économie et à la Société numériques
- André Gattolin, Sénateur des Hauts-de-Seine
- Thomas Lenk, Ministre conseiller et Directeur des affaires économiques, Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Paris
- Alexis Masse, Secrétaire confédéral numérique et finance, CFDT
- Maximilian Strotmann, Membre du cabinet d'Andrus Ansip, Vice-Président et Commissaire chargé du marché unique numérique
- Elodie Vialle, Responsable du Bureau Journalisme et Technologies, Reporters sans frontières

La synthèse des débats a été publiée le 13 juin.



REVIVRE L'ÉVÉNEMENT

Une chaîne Medium permet de revivre l'événement : vidéos des débats, interviews des intervenants, synthèse des discussions, etc.

À retrouver sur :

[Medium.com/eu-digital-challenges-model](https://medium.com/eu-digital-challenges-model)



3 tables rondes



20 intervenants



200 participants



15 PRINCIPES CLÉS POUR PORTER L'AMBITION D'UNE CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE EUROPÉENNE

Le numérique n'a jamais été autant au cœur de la politique européenne que depuis la dernière mandature. Au-delà de ses défis économiques, cette politique a été bouleversée ces dernières années par l'essor de nouveaux risques qui viennent miner les fondamentaux de notre démocratie européenne. Dans ce contexte, le citoyen est le dernier maillon de la chaîne et souvent le plus faible.

À l'occasion de l'événement du 10 avril, les trois think tanks partenaires ont lancé un appel auprès des acteurs européens pour défendre une vision ambitieuse de la citoyenneté numérique européenne, autour de quinze principes clés.

Ces principes sont organisés autour de quatre axes directeurs :

- 1 Garantir une juste répartition de la valeur issue de l'économie numérique
- 2 Préparer et équiper la société face aux transformations induites par les technologies de rupture
- 3 Consolider et protéger la démocratie face aux nouvelles menaces
- 4 Défendre nos libertés publiques en garantissant la protection des citoyens



Publié en français et en anglais (« 15 key principles to support the ambition of European digital citizenship »), cet appel est le fruit des débats organisés par les trois think tanks depuis juillet 2018, dans le cadre du cycle *EU Digital Challenges*.

PARTAGER LA CULTURE NUMÉRIQUE DE NOS VOISINS EUROPÉENS

Penser l'internet et le numérique invite à confronter les différentes pratiques, souvent propres aux contextes nationaux ou régionaux dans lesquels elles se développent, et les enjeux culturels qui y sont concomitants. Cette approche est inhérente au think tank Renaissance Numérique qui réunit des acteurs issus de différents horizons, représentatifs de la diversité du monde numérique contemporain. C'est dans cette logique également que le think tank s'attache à réfléchir aux actions et politiques numériques mises en œuvre à l'étranger.

Initiée en 2015, la série de cahiers *Digital Exploration* vise ainsi à observer les pratiques numériques des pays étrangers. L'objectif de cette série est double : identifier les activités,

usages et politiques numériques inspirantes pour la France et l'Europe, et nouer des relations avec les structures qui, à l'étranger, pensent également la transformation numérique de notre société. Avec *Digital Exploration*, Renaissance Numérique souhaite fournir aux acteurs publics comme privés, ainsi qu'à tous les citoyens, une matière nouvelle pour nourrir les pistes de réflexion sur les enjeux numériques actuels, à la lumière des bonnes pratiques observées dans les États étudiés. Après l'Estonie et la Suisse, Renaissance Numérique s'est intéressé en 2019 au Danemark et à l'Espagne.

COMPRENDRE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'ÉTAT DANOIS

1 voyage d'étude

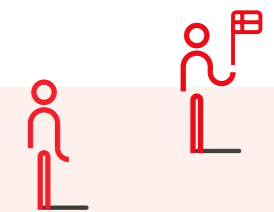
La politique publique numérique avancée du Danemark et son passage éclair de la neuvième à la première place au classement mondial 2018 des Nations Unies concernant les pratiques de e-Gouvernement, en font un cas particulièrement intéressant à étudier.

Renaissance Numérique a ainsi organisé les 28 et 29 janvier un voyage d'étude à Copenhague, capitale du Danemark, dans l'objectif d'analyser la politique de transformation numérique du pays. Des agences publiques en charge de la transformation numérique de l'État aux entreprises privées qui ont participé à ce processus de numérisation, en passant par la plateforme publique de santé *Sundhed.dk* et l'équipe de l'Ambassadeur pour le Numérique danois, Casper Klyngé, les experts du think tank ont échangé avec une dizaine d'acteurs de l'écosystème numérique danois.

Les membres du groupe de travail :

- Julien Nocetti, Chercheur, Institut Français des Relations Internationales
- Philippe Régnard, Directeur des Affaires publiques, Branche numérique, La Poste
- Amal Taleb, Directrice des Affaires publiques, SAP France
- Philippe Walter, Directeur Développement et Innovation, Division secteur public, Microsoft France

Ce voyage d'étude a été organisé en coopération avec l'Ambassade du Danemark en France.



« Nous avons voulu lancer l'Appel des think tanks avec nos partenaires Renaissance Numérique et Das Progressive Zentrum, car le numérique s'introduit dans notre quotidien et il nous semblait nécessaire de préserver nos valeurs dans ce domaine et conserver une approche européenne. Un autre de nos défis et de nos objectifs dans ce projet est de lutter contre la fracture numérique et que chacun puisse s'appropriier les différents outils à notre disposition. »

Denis Simonneau,
Président d'EuropaNova

1 publication : « Danemark : Le volontarisme numérique »

À la suite de ce voyage, Renaissance Numérique a publié un cahier intitulé « Danemark : Le volontarisme numérique », troisième opus de sa série *Digital Exploration*. Alors que la France s'est engagée dans un plan ambitieux de transformation numérique de son administration, le think tank revient dans cette dernière édition sur les principales caractéristiques de la politique de transformation numérique de l'État danois et sa démarche de *Techplomacy*.

Le think tank identifie notamment dix facteurs clés de la réussite de la transformation numérique du Danemark.



Le cahier a également été publié en anglais (« Denmark: A digital will »).

1 événement : « La transformation numérique au Danemark : un modèle inspirant pour la France ? »

À l'occasion de la publication de ce cahier, Renaissance Numérique a co-organisé le 30 septembre, en partenariat avec l'Ambassade du Danemark en France, une soirée dédiée à présenter ces enseignements et réunissant un panel d'experts danois et français autour des enjeux de gouvernance de la transformation numérique de l'administration.

Les intervenants :

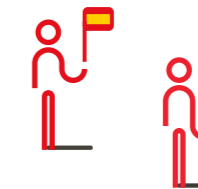
- Michael Starbaek Christensen, Ambassadeur du Danemark en France
- Torsten Andersen, Vice-président, Autorité danoise pour le commerce
- Morten Elbaek Peterson, Président, *Sundhed.dk*
- Henri Isaac, Président, Renaissance Numérique
- Sandra-Jeanne Lara-Golliot, Directrice de projets, Direction interministérielle de la transformation publique
- Jean-Michel Mis, Député de la Loire
- Philippe Régnard, Directeur des Affaires publiques, Branche numérique, La Poste
- Amal Taleb, Directrice des Affaires publiques, SAP France



« Nous avons été très heureux de collaborer avec Renaissance Numérique dans le cadre de la publication de son rapport sur le Danemark numérique, « Danemark : Le volontarisme numérique », en octobre 2019. Ensemble, la France et le Danemark peuvent faire plus en matière de collaboration numérique et s'inspirer mutuellement. »

Michael Starbaek Christensen,
Ambassadeur du Danemark en France

OBSERVER LE DÉPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES EN ESPAGNE



En 2019, Renaissance Numérique a ajouté un autre chapitre à sa série *Digital Exploration*, en menant un voyage d'étude en Espagne du 28 au 31 octobre, dans les villes de Madrid et de Barcelone.

Le think tank a dégagé quatre axes d'étude en amont de son voyage :

- les politiques d'e-gouvernement et la transformation numérique des services publics en Espagne ;
- les politiques de données, notamment en matière d'open data, de réutilisation des données, et de partage de ces données entre les différents acteurs (locaux et nationaux, privés et publics) ;
- le déploiement proactif des infrastructures numériques, et en particulier de la 5G, qui accompagnent les usages dans le pays ;
- les politiques de ville intelligente et les initiatives en termes de gouvernance mises en place par les acteurs locaux.

Au total, l'équipe du think tank s'est entretenue avec 28 interlocuteurs, représentant 8 institutions et organisations :

- Secrétariat général de l'administration numérique
- Red.es
- Commission nationale des marchés et de la concurrence
- Mairie de Barcelone
- Mairie de Madrid
- Mobile World Capital Barcelona
- Orange Espagne
- Adigital

Une réflexion sera tirée de ce voyage d'étude. Elle sera publiée en 2020.



4 jours de voyage d'étude



28 interlocuteurs



8 institutions et organisations rencontrées



Le think tank de la société numérique

QUI SOMMES-NOUS ?

Le think tank Renaissance Numérique a été créé en mars 2007, en pleine période de campagne électorale présidentielle. Il est né d'une conviction forte partagée par ses fondateurs, celle de la nécessité d'anticiper la transformation numérique de la société afin qu'elle n'induisse pas de nouvelles fractures. C'est à cette occasion que son premier livre blanc a été publié, « 2010 : l'Internet pour tous, 15 mesures pour réduire la fracture numérique en France ».

Après plus d'une décennie, le think tank poursuit sa mission d'accompagnement de l'action publique dans sa transition numérique et son objectif d'une société numérique inclusive. Il réunit aujourd'hui près d'une quarantaine d'adhérents, amenés à faire vivre la réflexion numérique partout sur le territoire (chercheurs et universitaires, entrepreneurs, grandes entreprises de l'internet, start-ups, école, représentants de la société civile).

Grâce à leur réflexion et expertise, le think tank émet des propositions concrètes, fruits des analyses menées en son sein et avec l'écosystème numérique. Publiées sous forme de notes, de rapports, de livres ou encore d'enquêtes, ces propositions sont également portées à l'occasion de débats publics et d'événements particuliers.

Renaissance Numérique porte le projet citoyen de lutte contre les propos haineux en ligne, Seriously, qui a été officiellement lancé en juillet 2017.

Le think tank est un membre historique du Collectif Educ-Num initié avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés, et du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France.

POURQUOI UN THINK TANK DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ?

Parce que la transformation numérique touche tous les aspects de nos vies professionnelle et personnelle, ainsi que toutes les couches de la société, et parce que bon nombre d'acteurs ne possèdent pas encore de grille d'analyse suffisante pour comprendre les impacts de cette nouvelle donne, il est nécessaire de produire une réflexion ouverte, inclusive et mue par l'intérêt général sur les enjeux de cette société entrée dans l'ère numérique.

C'est là le rôle des think tanks qui, dans la complexité et la rapidité de nos sociétés actuelles, ont pour mission de délivrer et distribuer un savoir, une expertise et des propositions sur le temps long, afin d'éclairer les politiques publiques et de fournir aux citoyens un socle nécessaire à leur sens critique et à leurs engagements.

Renaissance Numérique affirme là son plein ancrage dans le XXIème siècle, où le nouveau rôle des médiateurs de la

société civile et des laboratoires d'idées se redéfinit autour de l'*empowerment* des citoyens.

Aussi, le think tank considère que l'expertise nécessaire à l'élaboration d'une nouvelle société dépasse largement le cadre des « experts » et qu'il est important de puiser ses idées et son sens critique dans les différentes strates de la société. Il s'empare également des données et traces numériques pour fonder ses analyses, car dans un monde numérisé, les données, issues de différentes sources, sont des ressources de plus en plus centrales dans l'analyse des politiques publiques et la prise de décision publique.

Renaissance Numérique a identifié quatre dimensions dans lesquelles s'opère le changement de société que nous vivons. Elles constituent ses axes de réflexion.

Incubateur de projets citoyens

Renaissance Numérique a incubé sa propre initiative citoyenne : Seriously.ong, la plateforme qui aide à lutter contre la propagation des discours de haine sur internet. Véritable outil de vivre ensemble, le think tank a conçu la plateforme et accompagne son développement. En cette période de délitement du lien social, le think tank accorde une importance particulière à cet outil qui redonne à l'internet sa fonction première : le dialogue, l'échange, le partage, l'accessibilité de l'information. Cette initiative n'est qu'une étape liminaire vers la production de méthodes d'engagement citoyen en faveur d'une société numérique inclusive.



Les axes de réflexion du think tank



POLITIQUES, INSTITUTIONS ET DÉMOCRATIE



INCLUSION NUMÉRIQUE ET SOLIDARITÉ



LIBERTÉS PUBLIQUES ET ÉTHIQUE



ÉCONOMIE, EMPLOI ET TRAVAIL

NOS VALEURS

INTÉRÊT GÉNÉRAL & CITOYENNETÉ

Partant du postulat que la révolution numérique présente des opportunités sans précédent pour chaque citoyen et pour la société dans son ensemble, Renaissance Numérique met la question de l'intérêt général au cœur de ses réflexions et son action. Ses productions défendent le point de vue du citoyen et du consommateur en premier lieu. Ni affilié à une mouvance politique, ni syndicat professionnel, Renaissance Numérique est un think tank citoyen qui entend construire une nouvelle matrice des corps intermédiaires de la société française et européenne au XXI^{ème} siècle.

EMPOWERMENT

À l'ère numérique, le pouvoir se recentre sur l'individu. Le but premier de Renaissance Numérique est de donner à tous les acteurs de la société (publics, privés, citoyens, etc.) les moyens de comprendre et de se saisir des opportunités offertes par les technologies numériques. Le think tank produit des travaux qui mettent le citoyen en situation de réfléchir et d'agir à son niveau, dans sa vie publique et professionnelle. Renaissance Numérique fournit aussi des outils et des méthodes au service du citoyen et de la société civile.

INNOVATION OUVERTE

Les réflexions d'un cénacle d'experts ne sont plus suffisantes pour analyser et éclairer la transformation de la société. Renaissance Numérique prône une réflexion qui fasse appel à l'intelligence collective et qui soit soumise au plus grand nombre par des publications et des événements accessibles et gratuits.

OUVERTURE & INCLUSION

La société numérique que nous voulons bâtir est, à l'image du réseau internet, ouverte sur le monde et collaborative, davantage horizontale que pyramidale. Aussi, Renaissance Numérique s'oppose aux politiques du repli sur soi et place au cœur de ses préoccupations l'accès pour tous aux outils et aux savoirs numériques.

Renaissance Numérique labellisé #JamaisSansElles

Renaissance Numérique est labellisé par le mouvement #JamaisSansElles, qui s'engage à promouvoir la mixité, notamment dans les événements publics.

À l'occasion de la treizième édition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en 2018, le think tank a renforcé cet engagement en signant la « Charte #JamaisSansElles pour les acteurs de la gouvernance de l'Internet », qui vise à adopter une règle de conduite globale et générique en faveur de l'égalité de reconnaissance et de participation des femmes dans le numérique.



TRANSPARENCE & INDÉPENDANCE

Les programmes d'étude de Renaissance Numérique sont déterminés par des processus de décision transparents, sur proposition de ses adhérents et de son équipe, et délibérés de façon collective par les instances de gouvernance du think tank : le conseil d'administration et le bureau. Renaissance Numérique est un think tank d'intérêt général. Ses adhérents et son équipe s'engagent ainsi au strict respect de ce principe, en toute indépendance des intérêts particuliers. En accord avec sa démarche de transparence, le think tank est inscrit au répertoire des représentants d'intérêts de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), ainsi qu'au registre de transparence de l'Union européenne.

Renaissance Numérique a obtenu la note de quatre étoiles dans le cadre du dernier label « Think Tank & Transparent » décerné par l'Observatoire européen des think tanks en 2017.



QUI FINANCE RENAISSANCE NUMÉRIQUE ?

Les financements de Renaissance Numérique sont essentiellement privés, à l'exception du projet Seriously dont les financements reposent pour un peu plus d'un quart sur des fonds publics. À ce titre, le financement de ce projet fait l'objet d'un traitement distinct.

Les financements du think tank proviennent en majorité de la cotisation annuelle de ses adhérents, qui s'élève de 60 à 15 000 euros selon la nature de l'adhérent et son chiffre d'affaires. Aucune cotisation d'adhérent n'excède donc 6 % des ressources du think tank qui s'élèvent à un peu plus de 270 000 euros environ pour l'année 2019 (janvier 2019-décembre 2019). Des projets annexes, événements ou publications par exemple, font également l'objet de soutiens ou sponsoring *ad hoc*.

Éléments extraits du bilan annuel comptable 2019 de Renaissance Numérique, mis en ligne sur le site du think tank

Produits :
272 879,74 euros

Charges :
235 052,73 euros

60 %
proviennent des cotisations des adhérents

44 %
sont dédiés aux salaires et charges salariales pour les employés du think tank

40 %
proviennent des partenariats et sponsoring autour de projets ciblés

20 %
sont dédiés aux dépenses pour le projet Seriously (salaires et charges salariales inclus)

NOS ADHÉRENTS

LES MEMBRES DU BUREAU & CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jérôme ADAM	Conférencier-Entrepreneur	Bureau (Trésorier)
Anton'Maria BATTESTI	Facebook France	Conseil d'administration
Guillaume BUFFET	U Change	Bureau (Vice-président)
Corinne CAILLAUD	Microsoft France	Bureau
Etienne DROUARD	K&L Gates	Conseil d'administration
Brigitte DUMONT	Orange	Conseil d'administration
Henri ISAAC	Université PSL Paris-Dauphine	Bureau (Président)
Emmanuel LEMPERT	SAP	Bureau
Sophie LE PALLEC	GS1 France	Bureau (Vice-présidente)
Ludovic PERAN	Google France	Conseil d'administration
Marine POUYAT	W Talents	Conseil d'administration
Philippe RÉGNARD	La Poste	Bureau (Secrétaire général)
Nicolas VANBREMEERSCH	Spintank	Conseil d'administration

LES MEMBRES DU THINK TANK EN 2019

Jérôme ADAM	Conférencier-Entrepreneur
Bernard ASTRUC	Fondateur et Directeur des affaires médicales, Eutelmed
Justine ATLAN	Directrice générale, e-Enfance
Anton'Maria BATTESTI	Directeur des Affaires publiques, Facebook France
Anne-Sophie BORDRY	Présidente, Médicis Web
Jean-Marie BOUTIN	Directeur associé chargé des relations institutionnelles, Accenture France
Guillaume BUFFET	Président, U Change
Corinne CAILLAUD	Directrice des Affaires juridiques, publiques et externes, Microsoft France
Jean CANZONERI	Président, Ogury
Laurent CIARLETTA	Maître de conférences, Loria
Tanguy DE COATPONT	Directeur général, Kaspersky France
Laurence DEVILLERS	Professeure, Université Paris-Sorbonne, CERNA, LIMSI-CNRS
Etienne DROUARD	Avocat associé, K&L Gates
Maxime DROUET	Maître de conférences associé, Université Paris Est Marne-la-Vallée
Brigitte DUMONT	Directrice de la RSE, Orange
Valérie FERNANDEZ	Professeure et Titulaire de la chaire Identité numérique responsable, Télécom Paris
Olivier GUÉRIN	Président, L'ambassade
Henri ISAAC	Maître de conférences, PSL Université Paris-Dauphine
Damien JACOB	Professeur, Université de Liège
Anne LALOU	Directrice, Web School Factory
Léo LAUGIER	Doctorant en informatique, Institut Polytechnique de Paris
Stéphane LELUX	Président, Tactis
Emmanuel LEMPERT	Vice-président Affaires publiques France, Afrique francophone et Moyen-Orient, SAP
Sophie LE PALLEC	Responsable des Affaires publiques, GS1 France
Régine LEROY	Présidente, Agilia Partners
Marc LOLIVIER	Directeur général, Fevad
Jean-Claude MICHOT	Directeur, Fondation Free
Marie NEIHOUSER	Chercheuse associée au Groupe de recherche en communication politique, Université Laval
Julien NOCETTI	Chercheur, IFRI
Ludovic PERAN	Responsable des Affaires publiques, Google France
Marine POUYAT	Présidente, W Talents
Philippe RÉGNARD	Directeur des Affaires publiques, Branche numérique, La Poste
Annabelle RICHARD	Avocate associée, pôle Technologies, Médias et Télécommunications, Pinsent Masons
Vincent RICHIR	Directeur des Affaires publiques France et Benelux, Mastercard
Loïc RIVIÈRE	Délégué général, Tech In France
Agnès SOUBRIER	Directrice générale, LIR
Emmanuel TAÏEB	Professeur en Science politique, Science Po Lyon
Nicolas VANBREMEERSCH	Président, Spintank
Minggang ZHANG	Directeur général adjoint, Huawei France

■ Nouveaux adhérents



Pourquoi nous rejoindre ?

1. COMPRENDRE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET S'INSPIRER

- Détecter les signaux faibles en bénéficiant de la veille prospective du think tank
- Actualiser et renforcer son expertise sur les enjeux incontournables du numérique
- Diffuser la culture numérique et d'innovation au sein de son organisation
- S'inspirer des initiatives innovantes en Europe et à l'international

2. INTÉGRER UN RÉSEAU D'EXPERTS UNIQUE DANS L'ÉCOSYSTÈME DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

- Partager les idées et l'expérience d'experts du numérique reconnus aux horizons divers
- Dialoguer de manière privilégiée avec les grands décideurs politiques et économiques nationaux et internationaux
- Élargir son réseau au-delà de l'écosystème numérique avec les partenaires français et internationaux du think tank (institutionnels, acteurs économiques, académiques, société civile)

3. FAIRE PORTER SA VOIX ET SES VALEURS AU SEIN DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE

- Participer activement à l'élaboration de propositions de politiques publiques pour faire avancer le débat sur le numérique en France et en Europe
- Faire reconnaître son expertise dans l'écosystème du numérique en intervenant aux événements du think tank et en participant à l'animation de ses réflexions
- S'engager pour porter les intérêts citoyens dans un monde numérique bâti sur la confiance et la responsabilité de tous les acteurs



Renaissance Numérique
32 rue Alexandre Dumas
75 011 Paris
www.renaissancenumerique.org

